

Chine/USA : Le choc des titans

Édito __ Par Ali Moutaib

La décision de l'administration américaine de placer le géant chinois des télécoms « Huawei » sur la liste des entreprises dangereuses, a jeté un pavé dans la mare et a provoqué un regain de tensions dans le conflit commercial opposant les USA à la Chine.

Il faut dire que depuis l'accès à la primauté américaine du président Trump, la réduction du déficit commercial avec la Chine fait partie des priorités stratégiques de la maison blanche.

Après les différentes passes d'armes sur les barrières douanières, cette nouvelle guerre froide prend une nouvelle tournure qui intègre une dimension technologique essentielle pour le futur de l'humanité.

Des conséquences importantes pour l'économie mondiale

GAFA, BATX, Intelligence artificielle, 5G, autant d'acronymes qui illustrent ce nouvel affrontement dématérialisé entre les deux premières puissances économiques mondiales et qui caractérise les enjeux de notre siècle. Car derrière ces

tensions se cache une course effrénée à celui qui prendra le leadership technologique et géopolitique à l'horizon 2050, les algorithmes étant les nouveaux leviers de puissance dans notre monde dématérialisé.

Ce regain de tension inquiète au plus haut point le marché mondial, les institutions internationales comme le FMI craignent un impact désastreux pour l'économie globalisée, avec des conséquences sociales inquiétantes. Les bourses s'inquiètent d'un effet de contagion, tant le système économique mondial est entremêlé.

Nul doute que si l'escalade était amenée à se poursuivre, le système actuel ne pourrait tenir et les premières mutations de la mondialisation pourraient être observées.

Le prochain sommet du G20 abordera sans nul doute le sujet, et les premières négociations directes entre les deux leaders, américains et chinois, annonceront les premiers signaux qui seront déterminants pour l'équilibre économique, politique et social de notre monde globalisé.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

- 
- 28 avril** ● **Espagne**
Législatives en Espagne, victoire de Pedro Sanchez avec 123 sièges au parlement. L'extrême droite fait une percée.
- 29 avril** ● **« groupe EI »**
Diffusion d'une vidéo montrant le « chef » du groupe EI, authentifié par des experts américains et irakiens.
- 30 avril** ● **Japon**
L'empereur Akihito cède son trône à son fils aîné Naruhito.
- 30 avril** ● **Venezuela**
Échec d'une tentative de putsch organisé par Juan Guaido au Venezuela, peu de militaires ont répondu à l'appel du président autoproclamé.
- 30 avril** ● **ONU**
Élection d'Omar Hilal à la tête du comité de l'information des nations unies pour deux ans.
- 30 avril** ● **ONU**
Adoption par le conseil de sécurité d'une résolution prolongeant le mandat de la MINURSO pour une durée de six mois. 13 pays ont voté en faveur du texte, tandis que la Russie et l'Afrique de Sud se sont abstenus.
- 03 mai** ● **Palestine / Israël**
Nouvelle flambée de violence fait au moins 23 morts du côté de l'enclave de Gaza et quatre du côté israélien.
- 05 mai** ● **Algérie**
Le parquet algérien a révélé l'incarcération de Saïd Bouteflika et deux ex-chefs du renseignement poursuivis pour atteinte à l'autorité de l'armée et complot contre l'autorité de l'État.
- 08 mai** ● **Iran**
Un an après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire, l'Iran suspend certains de ses engagements en arrêtant de limiter ses réserves d'eau lourde et d'uranium.
- 09 mai** ● **Corée du Nord**
Pyongyang annonce avoir procédé au lancement de deux missiles à « longue portée ».
- 09 mai** ● **Algérie**
Arrestation de la secrétaire générale du parti des travailleurs Louisa HANOUN.
- 10 mai** ● **Algérie**
12ème vendredi de manifestations consécutives en Algérie.

11 mai

Yémen

Les rebelles Houthis commencent à évacuer leurs troupes de trois ports de la région d'Hodeïda en application des accords de Stockholm.

12 mai

Afrique du Sud

L'ANC remporte les élections législatives en recueillant 57% des voix ce qui assure au parti 230 des 400 sièges de l'assemblée nationale.

15 mai

Soudan

Annnonce d'un accord entre les militaires et les représentants des civils portant sur une période de transition de trois ans au terme de laquelle le pouvoir sera transféré aux civils.

15 mai

États-Unis

Washington rappelle son personnel diplomatique non essentiel en Irak en invoquant une menace imminente avec l'Iran voisin.

15 mai

États-Unis

Des attentats terroristes visant des églises et des hôtels de luxe font plus de 300 morts et 500 blessés.

20 mai

Ukraine

Investiture de Zelensky à la tête de l'Ukraine, le nouveau président annonce la dissolution du parlement ce qui ouvre la voie à des élections anticipées dans deux mois.

20 mai

Arabie Saoudite

Les rebelles yéménites procèdent à des tirs de missiles balistiques en direction de la Mecque.

20 mai

Algérie

Le chef d'État-Major Guaïd Saleh refuse le départ du système en place et son attachement à l'organisation d'élections présidentielles en juillet.

20 mai

RDC

Félix Tshisekedi nomme Sylvestre Ilunga Ilunkamba (proposé par son prédécesseur Joseph Kabila) premier ministre de la République Démocratique du Congo.

21 mai

Iran

L'Iran annonce la multiplication par quatre de sa production d'uranium enrichi en réponse aux menaces du président américain Donald Trump.

21 mai

Indonésie

Après la réélection du président sortant J. WIDODO, des heurts en Indonésie font au moins 6 morts.

21 mai

Royaume Uni

Theresa May propose aux députés britanniques un nouvel accord avec la possibilité d'un nouveau référendum.

21 mai

ONU

Démission de l'émissaire de l'ONU au Sahara Horst Köhler pour des raisons de santé.

22 mai

Royaume Uni

Les britanniques se rendent aux urnes pour les élections européennes sur fond de Brexit.

24 mai

Royaume Uni

Après avoir échoué trois fois à adopter un plan de sortie du Royaume-Uni de l'UE, Theresa May annonce sa démission du poste de premier ministre le 7 juin.

Quel rôle pour l'Afrique dans la Route de la soie ?

Par Alaa-eddine Khaldi

Depuis les expéditions de Ibn Batouta au moyen âge, la Chine et l'Afrique ont tissé des liens qui n'ont fait qu'évoluer à travers les siècles grâce au commerce d'épices, pierres précieuses et étoffes transportées par des caravanes de commerçants. Aujourd'hui, les biens chinois se transportent en conteneurs par milliers et ne se limitent plus aux épices et pierres précieuses. Afin d'augmenter et faciliter le transport de ses marchandises, Pékin décide d'améliorer les infrastructures des pays par lesquels ses exportations passent.

C'est dans cet esprit et avec cette logique qu'est né le projet « The Belt and Road Initiative », annoncé par le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, en 2013 dans son discours à l'université du Kazakhstan. Traduite en français comme Route de la Soie, cette initiative prend une place primordiale dans la diplomatie chinoise. De nos jours, toutes les rencontres étatiques avec la Chine gardent une place à propos de la Route de la Soie dans leurs agendas. L'objectif est d'unir à travers des voies ferroviaires (« Belt ») et maritimes (« Road ») la Chine avec le continent Européen, tout en passant par l'Eurasie.

« Les autorités chinoises envisageaient, au départ, une soixantaine de pays concernés, mais l'an dernier (2017), au forum de Davos, Xi Jinping a évoqué une centaine d'États et d'organisations internationales, incluant l'Asie, l'Europe mais aussi l'Afrique, l'Amérique latine et l'Arctique. En fait, pour Pékin, tous les pays sont potentiellement concernés. »

Au niveau des routes maritimes, l'Afrique devient un acteur majeur pour la réussite du projet, étant donné qu'elle suppose l'entrée maritime de toutes les marchandises chinoises en Europe à travers la mer rouge et le canal de Suez.

Investir en Afrique pour rentabiliser la Route de la soie:

Vu l'importance de l'Afrique dans la réalisation de la Route de la soie, Pékin, à travers la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII ou AIIB), s'est engagé dans une série de projets de développement et de construction d'infrastructures au sein du continent. En septembre 2018, Xi Jinping avait annoncé que 60 milliards de dollars seraient destinés au financement de plusieurs projets au sein du continent ainsi que son intention de construire 30.000 kms de routes pour répondre au besoin de circulation africain, ainsi qu'une augmentation très importante de sa capacité portuaire, atout fondamental étant donné l'importance des routes maritimes pour la Chine et l'Afrique.

La Banque mondiale estime que le manque de ces infrastructures réduit de 40% la productivité des entreprises africaines. Le Route de la soie représente donc une opportunité majeure pour l'Afrique pour améliorer ses réseaux de transports et réduire ses coûts qui restent encore parmi les plus élevés au monde. La Chine finance plus de 3000 projets d'infrastructures en Afrique, un programme qui garde une vision à long terme pour pouvoir bénéficier des avantages qui seront apportés à la Route de la soie.



L'Afrique serait victime de l'impérialisme chinois ?

Depuis l'annonce du projet en 2013, la communauté internationale a eu des avis différents sur l'objectif des investissements géants que la Chine octroie à l'Afrique. Là où certains voient des opportunités de développement de grande ampleur pour l'Afrique, d'autres voient des opportunités d'exploitation pour la Chine.

La connotation négative de la Route de la Soie a pris encore plus de force lorsque la Chine a installé une base militaire avec un effectif de 10.000 soldats à Djibouti (c'est la première fois que la Chine instaure une base militaire à l'étranger) sous prétexte d'assurer le passage des navires à travers la corne de l'Afrique. A cette mesure militaire s'ajoute l'endettement envers les banques chinoises dans lequel les pays africains sont en train de tomber dans certains cas, ce que certains qualifient comme « le piège de la dette », vu que face à l'incapacité de remboursement, les Etats devront céder à la Chine ce qu'elle demandera.

Mais la Route de la soie n'est pas que des critiques négatives. La signature de partenariats basés sur des relations gagnant-gagnant entre les pays africains et la Chine, la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures africaines en échange de matières premières (notamment les hydrocarbures et les minéraux) restent pour plusieurs une opportunité unique et à ne pas rater pour pousser l'Afrique vers l'avant.



Sûreté et sécurité nucléaires et radiologiques : le Maroc poursuit son petit bonhomme de chemin...

Par Habiba El Mazouni

Le 8 mai dernier, l'Agence Marocaine de Sûreté et de Sécurité Nucléaires et Radiologiques (AMSSNuR) et l'Agence Rwandaise de Régulation des Services d'Utilité Publique (Rwanda Utilities Regulatory Authority - RURA) ont signé un mémorandum d'entente pour l'échange d'informations techniques et d'expériences en termes de réglementation de la sécurité nucléaire et de gestion des déchets nucléaires et radioactifs. Cet accord de coopération quinquennal couvre également la gestion des situations d'urgence ainsi que la formation et le renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité nucléaire et radiologique. Toutefois, ce n'est pas une première pour le Maroc.

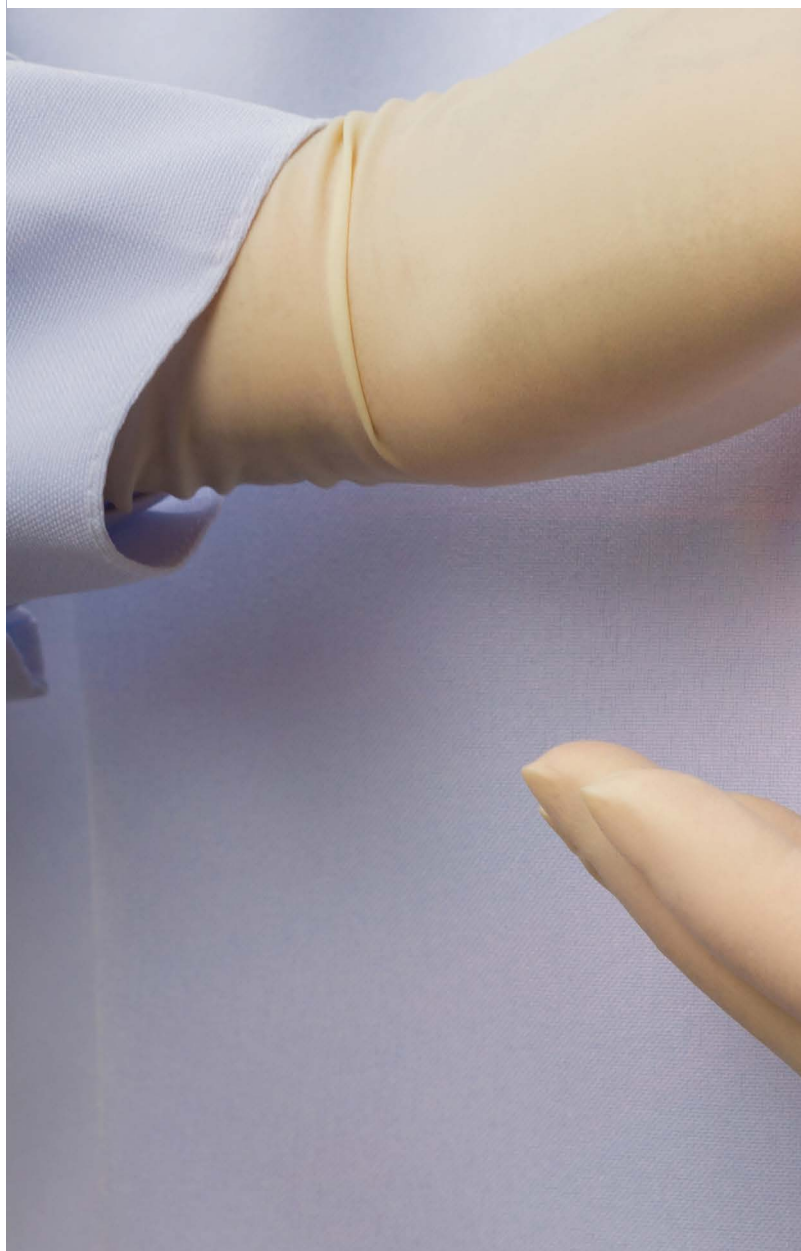
En effet, accordant un intérêt tout particulier à la coopération et au développement du partenariat avec les organismes nationaux et internationaux, AMSSNuR a mis en place un programme d'échange et de collaboration couvrant les aspects de formation, d'expertise et d'échange d'expériences. À cet égard, plusieurs accords d'entente ont été initiés depuis sa création tant au niveau national, régional et international.

Sur le plan national, AMSSNuR a établi plusieurs conventions de coopération avec les parties concernées par le renforcement du cadre réglementaire de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques ainsi que par la formation et le renforcement des capacités ; les accords de coopération initiés avec des universités, le Centre National de l'Énergie, des Sciences et des Techniques Nucléaires (CNESTEN) et le Comité de Réflexion sur l'Électronucléaire et le Dessalement de l'eau de mer (CRED) en sont des exemples patents.

Sur le plan régional, AMSSNuR s'efforce de développer la culture de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques aussi bien au niveau de l'Afrique qu'au niveau de la région MENA. À cet effet, le Maroc s'impose aujourd'hui en tant que référence en matière de sûreté et de sécurité radiologiques et nucléaires dans le continent africain.

Sur le plan international, la coopération internationale a été marquée, entre autres, par la signature de deux accords d'entente avec la Nuclear Regulatory Commission (NRC), principal organe de réglementation nucléaire des États-Unis et l'autorité consœur en Hongrie DOE/NNSA.

In fine, en créant AMSSNuR, le Maroc a répondu favorablement aux standards et recommandations internationaux en matière de sûreté et de sécurité nucléaires et radiologiques. Par ailleurs, le pays gagnerait à investir davantage dans la recherche et le développement, et à renforcer plus la veille en sûreté et sécurité nucléaires et radiologiques, ainsi qu'en garanties nucléaires.





Par Habiba El Mazouni

QUESTION DU MOIS

La Blockchain?





Qu'est-ce que c'est?

En tant que technologie faisant de plus en plus surface dans différents secteurs d'activité notamment en logistique, en finances ou encore au niveau des transactions foncières, la blockchain permet de stocker et transmettre des informations de manière transparente, sécurisée et sans organe central de contrôle. Elle s'apparente à un immense registre virtuel public et anonyme qui garde la trace de l'ensemble des échanges effectués entre ses utilisateurs. La blockchain est généralement utilisée pour transférer des actifs, pour mieux tracer les actifs et les produits, ou pour mettre en exécution des « smart contracts ».

Quelle est la particularité de la Blockchain?

La spécificité de la blockchain réside dans la décentralisation de son architecture. En effet, la blockchain est hébergée par une partie des utilisateurs et non par un serveur unique. Les utilisateurs peuvent ainsi vérifier la validité de la chaîne eux-mêmes et n'ont pas besoin d'un intermédiaire. Quant aux informations contenues dans les blocs, elles sont protégées par des procédés cryptographiques qui, eux, empêchent les utilisateurs de les modifier par la suite.

Quels cas d'usage fréquents pour la Blockchain?

Le bitcoin et l'Ethereum sont les deux cas d'usage les plus connus de la blockchain. D'une part, le bitcoin est une crypto-monnaie créée en 2009 par un ou plusieurs programmeurs informatiques sous le pseudonyme « Satoshi Nakamoto », qui permet d'acheter des biens et des services et qui s'échange contre d'autres devises monétaires, sur des plateformes en ligne et en-dehors du schéma bancaire traditionnel. Il n'existe pas d'organe central qui gère l'échange des bitcoins selon un cadre juridique protecteur et un marché réglementé. D'autre part, créée par Vitalik Buterin, l'Ethereum utilise sa propre monnaie virtuelle : l'ether. Toujours dans le cadre d'une organisation décentralisée, les applications de l'Ethereum sont multiples ; des « smart contract » permettent des échanges de fonds automatiques entre les comptes bancaires stockés au niveau de la blockchain. Concrètement, Ethereum est d'ores et déjà à l'œuvre dans des services de transport et de location notamment.

Quid de la légalité de la crypto-monnaie dans le monde?

Les différents pays du monde ont des positions divergentes quant à l'usage de la crypto-monnaie. Des pays interdisent les transactions et la possession des bitcoins et des crypto-monnaies tels que l'Arabie Saoudite, le Vietnam et l'Algérie. D'autres pays à l'instar de la Chine, le Maroc et le Qatar, interdisent uniquement l'usage de la crypto-monnaie comme mode de paiement. Tandis que d'autres détiennent une attitude favorable à la crypto-monnaie, tout en essayant de réglementer quelques transactions y afférentes, notamment le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni. D'autres pays n'ont pas encore tranché la question et restent dans une position « attentiste », comme l'Argentine, la Tanzanie, la Tunisie et le Nigeria.



• **Ram Divedi**

Géopoliticien spécialiste de l'Inde

Gérant de fonds d'investissement à Delhi

Les nouveaux défis de l'Inde de Narendra Modi

Le premier ministre Narendra Modi vient de célébrer une victoire historique lors des dernières élections législatives en Inde. Quel est l'impact de cette victoire et quels sont les enjeux stratégiques du pays pour les années à venir ?

L'Inde affirme aujourd'hui sa stabilité politique avec une majorité absolue de la population qui suit un chef d'état déjà en exercice. Celle-ci va donner à Narendra Modi la capacité d'entreprendre des réformes très ambitieuses et difficiles à mettre en place, pour ne pas dire impopulaires de prime abord. Se profilent donc une loi critique sur la transparence dans l'immobilier qui pourrait faire chuter drastiquement la corruption, d'innombrables infrastructures telles que le train à grande vitesse ou des centrales nucléaires, de nombreuses mesures lourdes en faveur de l'écologie et une intransigeance sur le dossier pakistanais.

L'Inde est une grande puissance qui s'affirme de plus en plus au niveau continental et international. Quels sont les leviers de puissance économiques et diplomatiques de l'Inde au regard des enjeux de ce siècle ?

L'Inde a de nombreuses cartes en main pour avoir de l'influence au-delà de l'Himalaya : la 5ème puissance économie mondiale, une 3ème place atteignable à court terme grâce aux 7 à 8% de croissance annuelle, 1,325 milliards d'habitants avec ce que cela représente en termes de travailleurs et de consommateurs, 3 millions de soldats ainsi que l'arme atomique...

L'occident a longtemps poussé l'Inde à utiliser cette position pour servir de contrepoids à la Chine dans la région. A tel point qu'en 2017, le niveau de tension entre les pays était très haut. Mais les deux géants asiatiques sont passés outre et bâtissent aujourd'hui une alliance pour (re)de-

venir le centre du monde. Nous verrons dans les 5 ans une multiplication des opérations communes : investissements croisés, créations de banques de développement, exercices militaires, programmes de surveillances, mise en place d'infrastructures à travers le monde...

Se dessinerait alors un monde avec un puissant bloc anglo-saxon et un nouveau bloc Chine-Inde allié à la Russie et à de nombreux pays satellites. Je ne pense pas que nous assisterons à une nouvelle guerre froide mais les échanges commerciaux risquent de se tendre et la guerre économique faire rage.

La vraie interrogation porte sur l'alignement de l'Europe. Restera-t-elle inféodée à son tuteur américain ou glissera-t-elle vers son marché et relais de croissance naturel ?

Quels sont les axes de développement des relations entre l'Inde et le continent africain sur les enjeux futurs ?

Le commerce Sud-Sud est un des grands axes de développement de l'Inde. La difficulté pour les indiens en Afrique est d'arriver à travailler avec d'autres pays que les anciennes colonies britanniques. Le pays manque cruellement de réseaux au Maghreb et en Afrique de l'Ouest/Centrale.

Bénéficiant de la croissance du pays, les grandes entreprises indiennes font des bénéfices colossaux et n'ont pas à les reverser sous forme de dividendes à leurs actionnaires car elles sont familiales. Contrairement à la plupart des entreprises occidentales de taille similaire, elles ont donc tous les ans de nouveaux budgets pour se diversifier, innover, communiquer... mais aussi explorer de nouveaux marchés. De nombreux pays africains sont en bonne position pour attirer ces investissements, l'enjeu reste la visibilité auprès d'un pays qui n'a pas de grande culture de l'international.

Prochains événements



FORUM – 12-15/06/2019

Cybersecurity Africa Forum: -Cybersécurité : quelles stratégies face aux nouvelles menaces ?
-La sécurité à l'ère de l'IOT
-Accélération de la transformation digitale de l'Afrique

thématiques:

...
Cybercriminalité
Protection des Données

Big Data
Intelligence Artificielle

Cloud
Sauvegarde

Palmeraie Resorts, Marrakech,
Maroc.



CONFÉRENCE – 19/06/2019

APSACO - African Peace and Security Annual Conference - 3ème édition, organisée par Policy Center for the New South

Rabat,
Maroc.



ÉVÈNEMENT – 18-22/06/2019

La semaine du Maroc au Congo, organisée par L'Ambassade du Royaume du Maroc & la Fondation Congo Assistance

Centre International des Conférence de Kintélé Brazzaville,
Congo.



contact@hadvisors.net



+212 537 73 45 13

Basler Z

Vogel Gry

International 6-7 Wirtschaft
P und FDP bilden eine
Front gegen die Initiative
Strafe. Seite 4
ational
Ankweilchs Justizministerin
Baubira nimmt im Streit um
Polizei den Hut. Seite 7

NEUE RUHR ZEITUNG

Meinungsfreudig / Unabhängig / Bürgernah

Durchgefallen

mangelhaft ab. Leben

Aachener Region
will gegen
Alw Tihange klagen

Neue Waffen

130 Milliarden Euro: Verteidigungs-
ministerin Ursula von der Leyen geht
in die Rüstungs Offensive und unter-
scheidet damit deutsche Weltmacht-
ambitionen. Von Jürgen Wagner
Informationsstelle Militär
in Tübingen

Alte
Saar
in